



Centre de gestion
de la Fonction Publique Territoriale du Nord
14 rue Jeanne Maillotte
B.P. 1222
59013 Lille Cedex

Mercredi 14 septembre 2011

Concours de Rédacteur Territorial 2011
CANDIDATS INTERNES - SPECIALITE ADMINISTRATION GENERALE

Epreuve écrite d'admissibilité
UNE NOTE ADMINISTRATIVE
sur le domaine suivant :
**LE DROIT PUBLIC EN RELATION AVEC LES MISSIONS DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Durée 3 heures - Coefficient 4

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE TRAITER LE SUJET

- Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni signature ou paraphe.
- Aucune référence (nom de collectivité, nom de personne, etc...), autre que celle(s) figurant le cas échéant sur le sujet ou dans le dossier, ne doit apparaître dans votre copie.
- Seul l'usage d'un stylo soit noir soit bleu est autorisé (bille, plume, ou feutre). L'utilisation d'une autre couleur, pour écrire ou souligner, sera considérée comme un signe distinctif, de même que l'utilisation d'un surligneur.

Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.

Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte

Ce dossier comprend 25 pages non compris la page d'entête

SUJET :

Le maire de la commune de Trépond, 3 800 habitants, est régulièrement interpellé par ses administrés, lesquels supportent de moins en moins l'augmentation des incivilités et actes de délinquance sur le territoire communal. Le maire a promis d'évoquer la question de la vidéoprotection lors de la prochaine réunion de conseil municipal. Il vous demande de faire le point sur cette question.

DOCUMENT 1 : Faut-il développer la vidéosurveillance ? H. Jouanneau, publié le 27/05/2009 Mis à jour le 28/01/2010 ; Source : LaGazette.fr (4 pages)

DOCUMENT 2 : Les possibilités d'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces publics ont été élargies par la dernière loi d'orientation de sécurité intérieure (Loppsi 2). Source : Dossier familial.com, 5 avril 2011 (1 page)

DOCUMENT 3 : source Légifrance ; JORF n°0062 du 15 mars 2011 page 4582 LOI n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (1) EXTRAITS (2 pages)

DOCUMENT 4 : Décision du Conseil constitutionnel relative à la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2) ; Décision 2011- 625 du 10 mars 2011 EXTRAITS source site du Conseil Constitutionnel (1 page)

DOCUMENT 5 : Source Le Figaro.fr, 23 février 2009, article J.M. Leclerc (2 pages)

DOCUMENT 6 : Le coût de la vidéosurveillance, H. Jouanno, 28 février 2010 (1 page)
Source : La Gazette.fr

DOCUMENT 7 : article de Tefy Andriamanana Source : Marianne.fr, mardi 15 Mars 2011 (3 pages)

DOCUMENT 8 Source : Légifrance, Code général des collectivités territoriales (4 pages)
Partie législative : La commune, administration et services communaux : Police du maire

DOCUMENT 9 : Source : La Nouvelle République.fr
Loir et Cher : La vidéosurveillance arrive bientôt... à Mondoubleau, 17/02/2011, Rencontre avec JL Léger, maire-conseiller général (2 pages)

DOCUMENT 10 : Loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, extraits ; NOR: INTX9400063L. Version consolidée au 16 mars 2011 Source : Légifrance (3 pages)

DOCUMENT 11 : Source :www.videosurveillance-infos.com.
La vidéoprotection plombe le budget des communes, par Laurent Mucchielli, 2 février 2011 (1 page)

DOCUMENT 12 : Vidéoprotection : en installant 35 caméras, la petite commune de Maing met le paquet, mardi 08.03.2011, La Voix du Nord. Source : Lavoixdunord.fr (1 page)